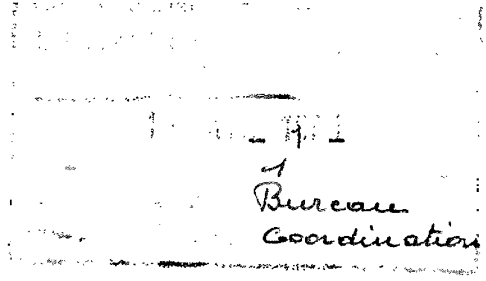
VVV.



L.4163/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 18 février 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux cessions, délégations et mises en gage de créances sur l'Etat belge du chef de travaux et de fournitures", a donné le 25 février 1954 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e Februari 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de afstanden, overdrachten en inpandgevingen van schuldvorderingen op de Belgische Staat uit hoofde van werken en leveringen", heeft de 25e Februari 1954 het volgend advies gegeven:

Le but essentiel du projet est de "créer un titre répondant aux exigences de la législation sur le gage civil et sur le gage commercial" et de supprimer ainsi "la difficulté existant actuellement et qui résulte des discussions concernant les pièces à remettre par l'adjudicataire au bailleur de fonds pour constituer un gage valable ou faire une cession régulière".

L'article 3 du projet règle la matière.

Pour atteindre ce but, le projet devait toucher au problème d'interprétation posé par le décret de vendémiaire an II et par celui du 12 décembre 1806, dit "décret de Posen". Ces textes sont parmi les plus controversés. La jurisprudence les a interprétés en sens divers, la doctrine est partagée et le Parlement lui-même a été amené à débattre la question dès 1926.

Les deux décrets précités créent ce que la jurisprudence et la doctrine ont appelé le privilège des ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs de travaux publics et des adjudicataires des entreprises de fournitures pour le compte de la défense nationale.

Ces textes, malgré leur caractère initialement provisoire, sont toujours en vigueur (Cass. 3 novembre 1881 - Pas.1881 - I - 392).

Les controverses de la jurisprudence et l'hésitation de la doctrine ont amené le Sénat à voter le 8 mars 1938 un projet de loi inspiré d'un

.../...

avis du Comité permanent de législation du 27 novembre 1936 (Doc. parl. Sénat, session 1937 - 38, n°107). Ce projet disposait ce qui suit :

"Projet de loi relatif au privilège des ouvriers, fournisseurs, sous-traitants et bailleurs de fonds des entrepreneurs de travaux publics ou de fournitures destinées à la défense nationale.

Article 1er.-

Sauf ce qui sera réglé aux articles suivants les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires, soit de travaux pour compte de l'Etat, des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique, de la régie des Télégraphes et des Téléphones, de la Société nationale des chemins de fer belges, de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, de l'Office de la navigation ou des polders et wateringues, soit de fournitures destinées à la défense nationale, ne peuvent faire aucune saisie-arrêt, ni opposition sur les fonds dus aux dits entrepreneurs et adjudicataires pour ces travaux et fournitures.

Article 2.-

Ne sont point frappés par cette prohibition, les créanciers ci-dessous énumérés :

1° les ouvriers et les commis employés par les entrepreneurs et adjudicataires aux travaux ou fournitures, les ouvriers pour leurs salaires, les commis pour leurs rémunérations;

2° les fournisseurs des entrepreneurs et adjudicataires de travaux, pour les sommes leur dues en raison de la fourniture de matériaux ou d'autres objets ayant servi aux travaux ou y ayant été destinés;

3° les sous-traitants des entrepreneurs et adjudicataires de travaux ou de fournitures, pour les sommes leur dues en raison des travaux effectués ou des fournitures faites.

Article 3.-

Les créanciers énumérés à l'article 2 bénéficient, pour les créances qui y sont précisées,

.../...

d'un privilège sur les fonds dus aux entrepreneurs et adjudicataires, jusqu'à paiement de ces fonds. Ce privilège ne porte pas sur le cautionnement des entrepreneurs et adjudicataires.

En cas de concours entre les créanciers privilégiés, le privilège des ouvriers et commis prime celui des fournisseurs et sous-traitants.

Article 4.-

Les bailleurs de fonds des entrepreneurs et adjudicataires jouissent des droits prévus aux articles 2 et 3 s'ils démontrent que les fonds ont été affectés à l'extinction des créances privilégiées et dans la mesure où les fonds ont été affectés à cette extinction.

Article 5.-

Après réception des travaux ou des fournitures, les créanciers particuliers des entrepreneurs et adjudicataires peuvent faire saisie-arrêt ou opposition sur les fonds qui resteront dus après l'extinction des créances privilégiées en vertu des articles 3 et 4.

Article 6.-

Les cessions et les délégations de leurs créances consenties par les entrepreneurs et adjudicataires n'auront d'effet qu'après réception des travaux ou des fournitures et extinction des créances privilégiées en vertu des articles 3 et 4.

Article 7.-

Sont abrogés les décrets des 26 pluviôse - 28 ventôse an II (qui interdit provisoirement aux créanciers particuliers de faire des saisies-arrêts ou opposition sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat) et du 12 décembre 1806 (additionnel à celui du 13 juin 1806, sur la remise des pièces à l'appui des réclamations concernant le service de la guerre) ".

Le projet actuel a un objet plus limité.

Il laisse subsister intégralement les deux décrets et se borne à déclarer licites au profit de certains bailleurs de fonds des cessions, délégations

.../...

ou mises en gage des créances sur l'Etat que posséderaient les entrepreneurs et adjudicataires des ouvrages ou fournitures faits ou à faire pour le compte de l'Etat .

L'article 2 du projet dispose expressément que ces cessions, délégations et mises en gage ne sont pas opposables aux bénéficiaires des droits et privilèges établis par les décrets.

Le projet adopté par le Sénat réglait d'une manière définitive l'ensemble des problèmes .

Il avait notamment le mérite d'indiquer avec précision les privilèges visés, de déterminer leur rang en cas de concours et d'abroger enfin les deux décrets dont l'interprétation , la jurisprudence l'a prouvé, était des plus malaisée.

L'article 1er du projet actuel permet à tous les fournisseurs de l'Etat de céder, déléguer ou mettre en gage leurs créances sur l'Etat alors que cette faculté appartenait déjà en vertu du droit commun, à tous les fournisseurs qui ont contracté "en vue de satisfaire aux besoins de l'Etat autres que ceux de la défense nationale ".

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat formule les observations de forme suivantes :

1. L'arrêté de présentation doit être inséré en tête du projet.

2. Les articles 2 et 3 devraient être intervertis et l'article 2 devrait faire référence à l'article 1er.

3. A l'article 2, l'intitulé des deux décrets cités devrait être reproduit. Les intitulés sont :

   "Décret du 26 pluviôse - 28 ventôse an II qui interdit provisoirement aux créanciers particuliers de faire des saisies-arrêts ou effectives sur les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat

   et

   Décret du 12 décembre 1806 additionnel à celui du 13 juin 1806 sur la remise des pièces à l'appui des réclamations concernant le service de la guerre".

4. A l'article 4, les mots "pourra, par un arrêté d'exécution" sont inutiles. Mieux vaut : "Le Roi règle les modalités ...".

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak toe "een rechtstitel te scheppen die aan de vereisten van de wetgeving op het burgerlijk pandrecht en op het handelspandrecht beantwoordt" en aldus "de thans bestaande moeilijkheid voortvloeiend uit de betwistingen betreffende de bescheiden welke de aannemer aan de geldschieter moet afgeven om een geldig pand te vormen of een regelmatige afstand te doen" op te heffen.

Artikel 3 van het ontwerp regelt deze materie.

Om daartoe te komen, moest het ontwerp zich eerst bezighouden met het vraagstuk van de interpretatie van het decreet van Vendémiaire jaar II en van dat van 12 December 1806, ook genoemd "het decreet van Posen". Deze teksten behoren tot de meest betwiste. De rechtspraak heeft ze op uiteenlopende wijze uitgelegd, de rechtsleer is verdeeld en zelfs het Parlement heeft in 1926 al over de kwestie in debat moeten treden.

Beide decreten hebben tot stand gebracht wat in rechtspraak en rechtsleer wordt genoemd het voorrecht van de arbeiders en leveranciers der ondernemers van openbare werken en der aannemers van leveringen voor rekening van landsverdediging.

Ondanks hun aanvankelijk voorlopig karakter zijn deze teksten nog altijd van kracht (Verbr. 3 November 1881 - Pas. 1881 - I - 392).

De controverses in de rechtspraak en de aarzelingen van de rechtsleer, hebben de Senaat er toe gebracht, op 8 Maart 1938 zijn goedkeuring te hechten aan een ontwerp van wet dat steunt op een advies van het Vast Comité van de raad voor wetgeving van 27 November 1936 (Parl. Doc. Senaat, Sessie 1937 - 38, nr 107).

Dat ontwerp luidde als volgt :

"Ontwerp van wet betreffende het voorrecht van de arbeiders, leveranciers, onderaannemers en geldschieters van de aannemers van openbare werken of van leveringen voor de landsverdediging.

Artikel 1.-

Behoudens wat in de hiernavolgende artikelen geregeld wordt, mogen de bijzondere schuldeisers van de aannemers hetzij van werken voor rekening van de Staat, de provinciën, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de commissiën van openbare onderstand, de Regie van Telegrafie en Telefonie, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen, de Dienst van de scheepvaart of van de polders en wateringen, hetzij van leveringen bestemd voor de landsverdediging, geen beslag onder derden leggen op, noch verzet doen tegen de fondsen aan bedoelde aannemers voor deze werken en leveringen verschuldigd.

Artikel 2.-

De hierna te noemen schuldeisers vallen niet onder dit verbod :

1° de arbeiders en de bedienden die door de aannemers en toegewezenen van de werken en leveringen te werk gesteld zijn, de arbeiders wat hun lonen, de bedienden wat hun bezoldiging betreft;

2° de leveranciers van de aannemers en de toegewezenen van werken, voor de sommen die hun verschuldigd zijn uit hoofde van levering van materialen of andere voorwerpen die voor de werken hebben gediend of er toe bestemd zijn geweest;

3° de onderaannemers van de aannemers en toegewezenen van werken of van leveringen, voor de sommen die hun uit hoofde van de uitgevoerde werken of de geleverde leveringen verschuldigd zijn.

Artikel 3.-

De in artikel 2 opgesomde schuldeisers hebben, voor de aldaar nader aangeduide schuldvorderingen, een voorrecht op de aan de aannemers verschuldigde fondsen, tot de betaling van die fondsen. Dit voorrecht slaat niet op de borgtocht van de aannemers.

.../...

Wanneer de bevoorrechte schuldeisers gelijkelijk in aanmerking komen, gaat het voorrecht der arbeiders en der bedienden vóór dat van de leveranciers en onderaannemers.

Artikel 4.-

De geldschieters van de aannemers en toegewezenen genieten de in de artikelen 2 en 3 voorziene rechten, zo zij bewijzen dat de fondsen aan de afbetaling der bevoorrechte schuldvorderingen zijn besteed geworden, en zulks in de mate waarin de fondsen aan bedoelde afbetaling werden besteed.

Artikel 5.-

Na de keuring van de werken of van de leveringen kunnen de bijzondere schuldeisers van de aannemers en toegewezenen beslag onder derden leggen op, of verzet doen tegen de fondsen, die na de afbetaling van de krachtens de artikelen 3 en 4 bevoorrechte schuldvorderingen verschuldigd blijven.

Artikel 6.-

De door de aannemers toegestane overdrachten en delegaties van hun schuldvorderingen zullen geen uitwerking hebben dan na de keuring der werken of der leveringen en na afbetaling van de krachtens de artikelen 3 en 4 bevoorrechte schuldvorderingen.

Artikel 7.-

Zijn opgeheven de decreten van 26 pluviôse - 28 ventôse, jaar II (dat aan de bijzondere schuldeisers voorlopig verbiedt beslag onder derden te leggen op, of verzet te doen tegen de fondsen die door de aannemers van werken voor rekening van de Staat bestemd zijn) en het decreet van 12 December 1806 (toegevoegd bij dat van 13 Juni 1806, betreffende de inlevering van de stukken tot staving van bezwaarschriften betreffende de oorlogsdienst) ".

Het huidig ontwerp heeft een beperkter doel.

Het laat de twee decreten in hun geheel bestaan en beperkt er zich bij, de afstand, overdracht of

inpandgeving, ten bate van bepaalde geldschieters, van schuldvorderingen op de Staat welke de ondernemers en aannemers van voor rekening van de Staat uitgevoerde of uit te voeren werken of leveringen mochten bezitten, geoorloofd te verklaren.

Artikel 2 van het ontwerp verklaart uitdrukkelijk dat deze afstand, overdracht of inpandgeving niet kan worden ingebracht tegen hen die de bij de decreten vastgelegde rechten en voorrechten genieten.

Het door de Senaat goedgekeurde ontwerp voorzag in de definitieve regeling van de gezamenlijke problemen.

Het had met name de verdienste, de bedoelde voorrechten nauwkeurig aan te geven, de rangorde er van te bepalen voor het geval dat zij gelijkelijk in aanmerking zouden komen en tenslotte de twee, zoals de rechtspraak heeft aangetoond zeer moeilijk te interpreteren decreten op te heffen.

Artikel 1 van het huidige ontwerp machtigt alle leveranciers van de Staat hun schuldvorderingen op deze laatste af te staan, over te dragen of in pand te geven, terwijl toch alle leveranciers, die ter voorziening in de andere behoeften van de Staat dan die van de landsverdediging hebben gecontracteerd, zodanige bevoegdheid reeds krachtens het gemeen recht bezitten.

\+

\+ \+

.../...

Voorts moge de Raad van State ten aanzien van de vorm, het volgende opmerken :

1. Vooraan in het ontwerp moet het indieningsbesluit worden ingevoegd.

2. De artikelen 2 en 3 moeten van plaats verwisselen en artikel 2 dient te verwijzen naar artikel 1.

3. In artikel 2 moeten de twee decreten met hun opschrift worden aangehaald. Deze opschriften zijn :

"Decreet van 26 pluviôse - 28 ventôse jaar II dat aan de bijzondere schuldeisers voorlopig verbiedt beslag onder derden te leggen op, of verzet te doen tegen de fondsen die voor de aannemers van werken voor rekening van de Staat bestemd zijn

en

Decreet van 12 December 1806 toegevoegd aan dat van 13 Juni 1806 betreffende de inlevering van de stukken tot staving van bezwaarschriften betreffende de oorlogsdienst".

4. In artikel 4 zijn de woorden "kan, bij uitvoeringsbesluit" overbodig. Beter wordt gelezen : "De Koning bepaalt de regelen volgens welke de inlichtingen .. worden verstrekt".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, J.VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
des Finances.
van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.